

# Introduction

Le totalitarisme est l'un de ces mots familiers ayant acquis une telle évidence qu'il ne semble même plus possible d'en discuter vraiment. En France, il est entré dans les programmes de lycée en 1995, fondant dans un même ensemble l'approche du fascisme italien, du nazisme allemand et de la Russie stalinienne, jusqu'alors dissociés. En 2011, un seuil supplémentaire est franchi : la mise en parallèle porte maintenant sur la totalité de la période qui va de 1917 à 1991. Joseph Staline, Nikita Khrouchtchev et Mikhaïl Gorbatchev relèvent ainsi, à part égale, de la notion de totalitarisme.

Or la consécration de la formule s'impose à un moment où les historiens se divisent plus que jamais sur son usage. Si le terme semblait aller de soi, au moment où le système soviétique s'effondrait, au début des années 1990, il suscite aujourd'hui des remises en cause, ou tout au moins des doutes qui transcendent les appartenances politiques. Au cœur des polémiques, se trouve, comme inévitablement, la question de la comparaison des fascismes européens et du communisme de souche bolchevique.

Aucune comparaison n'est certes illégitime en soi : toute société est un réseau dynamique d'interactions, où tout circule, s'observe et s'échange, les objets comme les formes. Mais si les contraires peuvent se ressembler, la similitude n'est pas pour autant l'identité, et les contraires restent des contraires, que nulle catégorie ne peut réunir dans leur essence. L'ambition de généralité n'est pas récusée ; la qualité seule de l'abstraction retenue est ici discutée.

Ne tournons pas autour du pot. Dans les pages qui suivent, les ressemblances et les convergences apparentes entre le bloc germano-italien et l'exemple soviétique ne seront jamais ignorées. Et pour qualifier ces plages de recoupement, le qualificatif de « totalitaire » sera plus d'une fois utilisé. Il n'en reste pas moins que le titre propose d'« en finir avec le totalitarisme ». La provocation, volontaire, n'a rien de gratuit. En fait, elle s'entend dans un double sens.

Il convient ainsi de renoncer à l'emploi d'un substantif en « isme » qui, par l'insuffisante rigueur de son abstraction, brouille l'analyse davantage qu'elle ne contribue à l'éclairer. Si floue, en définitive, que l'on finit par ne plus trop savoir si la catégorie doit être strictement limitée dans le temps ou, au contraire, si son extension peut remonter très loin en arrière. Si extensive que les critères censés caractériser le totalitarisme se trouvent, plus ou moins développés, dans d'autres périodes et à l'intérieur d'autres aires d'observation. Le monde de la domination totale a été ainsi traité dans trois œuvres littéraires marquantes du xx<sup>e</sup> siècle : le *Talon de fer* de l'Américain Jack London (1907), *Nous autres* du Russe Evgeni Zamiatine (1920) et *1984* du Britannique George Orwell (1949). Trois auteurs, trois contextes différents, au moins deux systèmes sociaux concernés et, pourtant, une même ampleur totalitaire au cœur du récit. Dilaté de cette manière, le totalitaire ne finit-il pas par désigner le possible d'une époque, davantage que les traits d'un système particulier ? Ainsi, la technologie moderne crée aujourd'hui la possibilité d'une obsession sécuritaire tournant à la surveillance généralisée. La mondialisation entrouvre les portes d'un monde où tout s'observe, tout s'épie, tout se sait. Ira-t-on prétendre, à partir de là, que le « globalitaire » contemporain

est l'antichambre d'un monde « totalitaire » ? À bien y réfléchir, *Big Brother* n'est peut-être pas seulement là où l'on veut qu'il se trouve... Mais à quoi bon, alors, s'arc-bouter sur une catégorie si vague qu'elle s'identifie à un air du temps ?

On peut toutefois renoncer au totalitarisme et, en même temps, n'abandonner ni l'observation attentive ni l'éloignement vigilant de toute tentation totalitaire, ni le devoir de l'historien ni la responsabilité du citoyen. Car si la notion de totalitarisme comme catégorie déforme la réalité par son outrance, ce n'est pas pour autant que le totalitaire n'existe pas. Au contraire. Voilà plus de deux siècles que le quadruple cœur de la modernité – le marché, le capital, la science, l'industrie – a porté à des horizons insoupçonnés une contradiction que l'on peut à bon droit tenir pour fondatrice : d'un côté, l'individuation qui parcellise à l'extrême les trajectoires humaines ; d'un autre côté, la mise en relation qui pousse à globaliser, à totaliser ou à mondialiser l'ensemble des expériences sociales. Il se trouve que la brutalisation, introduite en 1914 par une guerre « totale », a fait franchir à ce heurt un seuil d'intensité inouï. La mise en cohérence volontaire des parcours individuels s'est alors muée en éradication des différences, la recherche des liens qui rapprochent s'est transformée en totalisation qui exclut, l'obsession de l'unité est devenue frénésie du despotisme. Quant à la combativité propre à tout conflit, elle s'est fondue dans un ressentiment ravageur, avide de destruction davantage que de victoire. On a glissé de l'ambition du global au vertige du total, du besoin de rupture à la démesure de la table rase.

Après une crise, surtout si elle prend forme violente, il est normal que se multiplient les critiques contre les causes

présumées des malheurs et les projections vers un avenir moins trouble. L'apocalypse guerrière de 14-18 provoque une double propension, sitôt le conflit achevé : celle qui remet en question le cœur libéral du système social européen et celle qui veut remédier aux désordres de la modernité en lui substituant un autre ordre, par l'exercice de la volonté. Ce qu'il importe alors de discerner n'est pas l'âpreté critique ou le désir de rupture qui s'expriment ici et là, mais les visées et les méthodes qui soutiennent l'une et l'autre. Or la critique et l'alternative se sont pensées et conduites selon des valeurs opposées du tout au tout : tantôt, on a cherché à composer avec les vieilles normes de la propriété et de l'autorité (fascisme et nazisme), tantôt on a voulu les abolir sans nuances (bolchevisme, puis stalinisme) ; tantôt on a stigmatisé l'égalité, à l'Ouest, tantôt on a déclaré vouloir l'instaurer, à l'Est ; tantôt on a nié la lutte des classes, en Italie et en Allemagne, tantôt on a prétendu la pousser jusqu'à ses limites extrêmes, en Russie.

Il s'avère que la manière dont ces ordres différents se sont déployés a eu, des deux côtés, des effets humainement désastreux pour les peuples concernés, sans qu'il soit possible d'attribuer une palme au système quantitativement le plus destructeur. Néanmoins, rien ne dit *a priori* si les désastres ont été partout le fruit de la volonté subversive elle-même, ou si le poids des circonstances a joué, au final, le rôle tragique le plus fort. Ce livre, à propos de l'URSS en tout cas, penche plutôt vers la seconde hypothèse, sans pour autant dédouaner les systèmes de pensée de leur responsabilité. L'accent est donc mis du côté d'une histoire globale où les idées, les intentions, les organisations, les pratiques, les trajectoires individuelles et les destins partagés s'entremêlent sans se confondre.

Cette méthode n'est pas moins exigeante, elle n'est pas moins anxieuse d'un point de vue éthique que celle qu'ont voulu promouvoir les tenants de l'analyse totalitariste. Elle n'a d'indulgence pour rien ni pour personne. Mais, en écartant l'hypothèse totalitariste, elle porte l'attention sur les questions – non moins redoutables – que cette hypothèse a négligées et contribué à laisser dans l'ombre. De quelle façon, au cœur des sociétés dites libérales, le contraire absolu de la liberté a-t-il pu fleurir, jusqu'à l'emporter? Pourquoi, dans la lutte contre les tentations totalitaires du fascisme et du nazisme, les courants explicitement libéraux ont-ils occupé une place si modeste? Comment un idéal aussi égalitaire et aussi libertaire que celui du communisme a-t-il pu si aisément se transformer en un despotisme et en une inhumanité sans limite? Toute volonté de globaliser, de mettre en cohérence, d'unifier, porte-t-elle, comme inéluctablement, vers l'engrenage totalitaire? Le totalitarisme, disent les partisans les plus déterminés de la catégorie, se définit avant tout par son opposition radicale au libéralisme. Et si, au bout du compte, le libéralisme des libéraux n'était rien d'autre qu'un mythe?

En bref, il faut en finir avec la notion de totalitarisme et, en même temps, il faut réduire, jusqu'à l'annihiler, le champ de la tentation totalitaire. Tel est le double parti pris de ce livre. Il s'attachera tout d'abord à suivre le cheminement d'un terme dont l'évolution doit davantage à la conjoncture historique qu'aux temporalités propres à la recherche historique. Puis il s'efforcera de mettre à l'épreuve la notion de totalitarisme. Il ne le fera pas en dressant un tableau statique des points communs et des différences entre le fascisme, le nazisme et le stalinisme: à ce jeu, c'est presque toujours de façon idéologique

et subjective que l'on finit par décider de quel côté penche le plateau de la balance. Le premier chapitre traitera de la notion de totalitarisme, dont il dégagera les logiques de genèse et de développement; le deuxième chapitre confrontera le concept à l'évolution des fascismes et du stalinisme, et dans ce mouvement, testera la part de ce qui converge et de ce qui diverge. Enfin, les troisième et quatrième chapitres, ainsi que la conclusion, dépassant le simple jeu des comparaisons, s'essaieront à une vision d'ensemble et mettront en lumière le terreau commun de ces systèmes antagoniques: les carences d'un libéralisme qui relève du mythe, davantage que de la réalité.

Les phénomènes sociaux et politiques s'interpénètrent dans un espace et un temps toujours strictement délimités, et débattre du totalitarisme est en réalité s'interroger sur un siècle, et même au-delà d'un siècle. Or les siècles n'entrent pas si aisément dans le moule d'un concept unique. Le face-à-face du totalitarisme et de la démocratie, en tout cas, est loin d'en exprimer la substance. À quoi bon, dès lors, s'en satisfaire?